

Alain Destexhe a-t-il soutenu la dictature de l'Azerbaïdjan ?

Le pouvoir autocratique azéri aurait soutenu une ASBL fondée par Alain Destexhe qui légitimait... les élections azéris. Le MR l'a convoqué.

● **Martial DUMONT**

Après le « Kazakhgate » fatal au MR Armand De Decker, voici le « Azérigate ».

Cette fois, c'est le trublion libéral Alain Destexhe qui est au cœur de la polémique. En 2010, il avait créé avec l'ex-Open VLD Stef Goris (actuellement lobbyiste), une ASBL appelée « European Academy for Elections Observations » censée, donc, rendre des avis sur les processus démocratiques dans le monde.

Selon des informations de *L'Echo* (qui étaient déjà parues dans l'hebdo satirique *Pan* en mai dernier), cette ASBL a été indirectement soutenue depuis 7 ans par l'Azerbaïdjan... tout en rendant des rapports systématiquement positifs qui légitimaient le pouvoir de l'autocrate azéri Ilham Aliyev.

Or, d'autres organisations internationales, dont l'OSCE, ont rendu des rapports précisant justement le peu de transparence dans les élections en Azerbaïdjan.

En clair, l'ASBL de Destexhe et

Goris serait donc en plein conflit d'intérêts.

Il semble que les deux hommes se soient rendus en Azerbaïdjan plusieurs fois dans le cadre de leur mission dont les frais auraient été payés par une société de lobbying allemande travaillant pour le compte du régime azéri.

Une vidéo de la télévision d'État azérie montre d'ailleurs Alain Destexhe reçu par le président Ilham Aliyev.

Destexhe n'a pas démissionné

Hier, Alain Destexhe démentait catégoriquement avoir quoi que ce soit à se reprocher.

« J'ai accepté de participer à la création juridique de l'ONG "Académie" à la demande de mon ex-collègue et ami Stefan Goris. Je n'ai jamais été impliqué en quoi que ce soit dans la gestion de cette ONG car je lui faisais entièrement confiance. Je n'ai touché aucune rémunération. Début 2015, j'en ai démissionné. »

Ce qui est faux par ailleurs : le 16 juillet 2015, l'ASBL avait prolongé le mandat de secrétaire de Destexhe dans l'asbl pour une durée de 5 ans (parution au *Moniteur* le 21 décembre).

Destexhe estime aussi que, au contraire, il a toujours été très dur à l'égard du pouvoir azéri, notamment dans les rapports qui lui étaient demandés par le Conseil de l'Europe, où il préside la commission des questions juridiques.

« Depuis que je suis rapporteur,

aucun pays participant aux travaux de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe n'a fait l'objet d'un rapport aussi critique. Mon rapport est totalement en phase avec celui de la commission du suivi, qui suit au jour le jour la situation en Azerbaïdjan. Celui-ci a également été voté deux jours après le mien. Les deux résolutions votées par les deux commissions sont tout aussi critiques. »

Sauf que le reportage vidéo sur lequel il apparaît (et qui date de 2016) laisse, notamment dans les commentaires, penser que, au contraire, Alain Destexhe félicite le président azéri pour ses efforts en matière de droits de l'homme. Évidemment, il s'agit de la télévision d'État et les commentaires sont sujets à caution.

Il n'empêche : le MR estime l'affaire suffisamment grave pour convoquer dans les jours qui viennent Alain Destexhe devant le conseil de conciliation et d'arbitrage du parti.

Il devra également rendre des comptes au Conseil de l'Europe. Le président de la délégation belge, Rik Daems se pose de sérieuses questions : *« Le fait qu'Alain Destexhe ait été rapporteur sur des questions liées à l'Azerbaïdjan et qu'en même temps, il a été cofondateur d'une ASBL qui serait financée par le même pays pose à tout le moins la question du conflit d'intérêt. »*

Quand on vous parlait de véritable Azérigate... ■

PORTRAIT

Plus que politiquement incorrect

«**L**e nombre de conneries au mètre carré est important dans cette délégation. »

C'était en 2000. Alain Destexhe et d'autres parlementaires étaient les héros involontaires d'un *Strip-Tease* en Corée du Nord.

C'est là qu'est né, sur le plan médiatique, le personnage controversé Destexhe.

Depuis, l'électron libre du MR est devenu un caillou dans la chaussure de son parti, pour ne pas dire un boulet dont certains voudraient bien se délester.

En mars dernier, Destexhe s'est d'ailleurs fait dégager du conseil communal d'Ixelles par sa propre formation. Officiellement pour ses absences répétées dues à ses nombreux voyages à l'étranger.

L'un des derniers en date : la Syrie, où il a rencontré Bachar Al Assad sans l'accord de son parti dans le cadre d'un

voyage avec le Conseil de l'Europe. N'hésitant pas non plus à tweeter sa fierté d'avoir côtoyé le « boucher de Damas ».

C'est l'une des nombreuses polémiques qui émaillent la carrière politique d'un gars qui joue constamment avec les limites, notamment sur les réseaux sociaux où il prend régulièrement des positions à droite de la droite de la droite sur des thèmes assez monomaniaques : l'immigration, l'islam, le terrorisme lié à la religion.

Il ne s'est pas gêné non plus pour soutenir Eric Zemmour quand celui-ci, dans *Le Suicide français*, tente de défendre en partie le régime de Vichy sous Pétain.

Destexhe prétend combattre le politiquement correct. Mais ses sorties sont bien plus que de l'incorrection : elles flirtent en permanence avec le caniveau politique. ■ **M. Dum.**